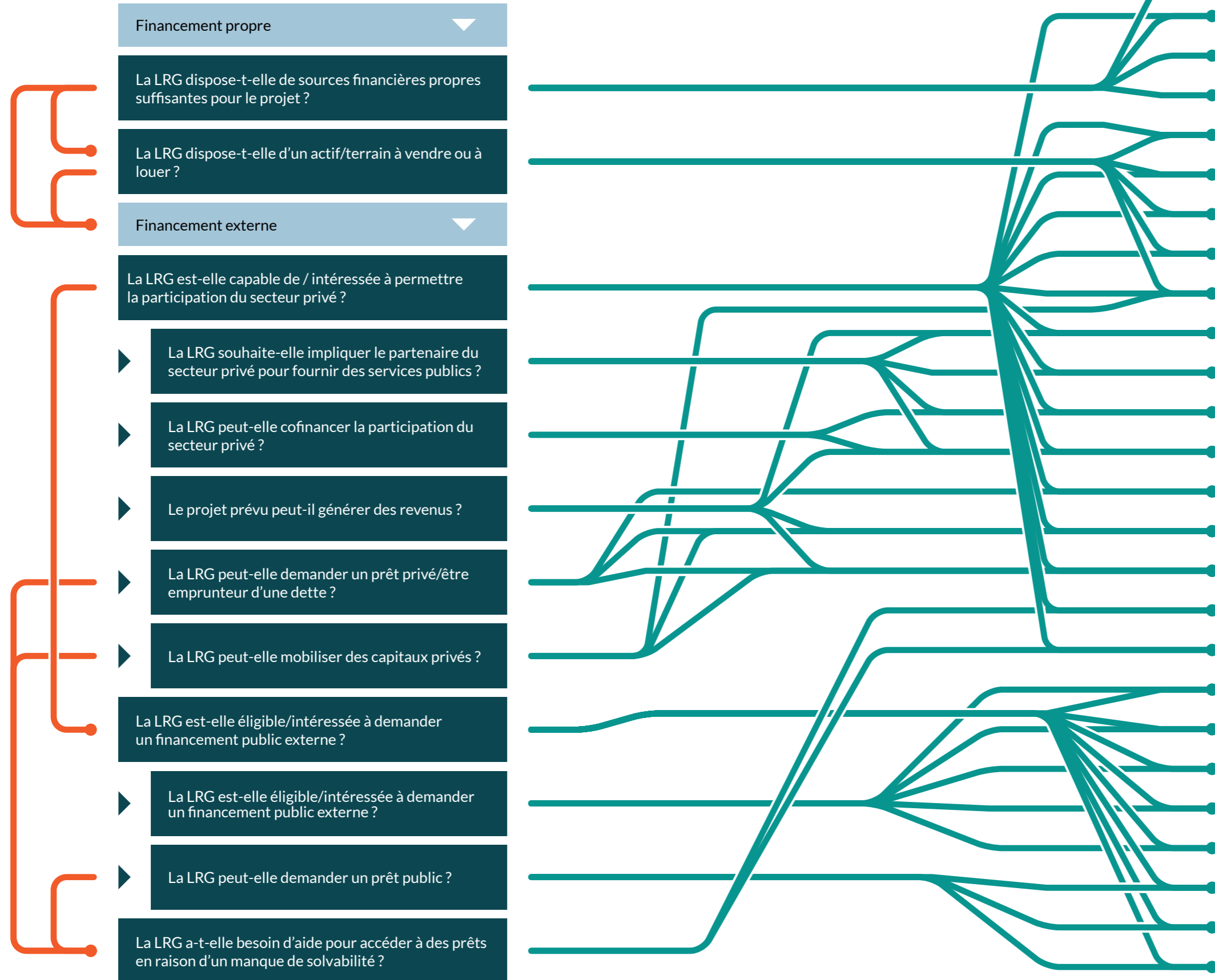


ARBRE DE DÉCISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Cet arbre de décision du financement climatique guide les autorités locales et régionales à travers une série de questions qui les aident à envisager différents outils de financement. Chaque outil de financement y est décrit, y compris les avantages, les inconvénients et des exemples d'études de cas. Voici un aperçu de l'arbre de décision et des outils de financement dont disposent les autorités locales et régionales. <http://www.solutions-gateway.org/show?page=financetool>



NON Questions pour les autorités locales et régionales (LRG) **OUI**



Outils de financement

- T1 Investissement en espèces/direct
- T2 Subventions/incitations
 - ▶ T2.1 Avantages fiscaux
 - ▶ T2.2 Prêts sans intérêt et à faible taux intérêt
- T3 Vente de terres / d'actifs
- T4 Location de terres / d'actifs
 - ▶ T5 Récupération de la valeur foncière
- T6 Vente des droits de développement
- T7 Capitaux propres
- T8 Contrat de performance énergétique
- T9 Privatisation
- T10 Partenariat public-privé
- T11 Fonds renouvelable
- T12 Prêt du secteur privé
- T13 Financement participatif
- T14 Obligations municipales (vertes)
- T15 Financement mixte
- T16 Atténuation des risques
- T17 Aides et/ou subventions nationales
- T18 Aides et/ou subventions internationales
 - ▶ T18.1 Fonds de lutte contre le réchauffement climatique de la CCNUCC
 - ▶ T18.2 Fonds de l'UE
 - ▶ T18.3 Institutions financières multilatérales et bilatérales
- T19 Prêts publics
 - ▶ T19.1 Prêts gouvernementaux (parfois à un taux concessionnel)
 - ▶ T19.2 Prêts publics internationaux

ARBRE DE DÉCISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Cet arbre de décision du financement climatique guide les autorités locales et régionales à travers une série de questions qui les aident à envisager différents outils de financement. Chaque outil de financement y est décrit, y compris les avantages, les inconvénients et des exemples d'études de cas. Voici un aperçu de l'arbre de décision et des outils de financement dont disposent les autorités locales et régionales. <http://www.solutions-gateway.org/show?page=financetool>



OUTIL 1: INVESTISSEMENT EN ESPÈCES/DIRECT

RETOURNER À L'ARBRE

Source de financement

Recette propre de l'autorité locale

Définition

Lorsque l'autorité locale dispose de suffisamment d'économies et de liquidités, elle peut utiliser la trésorerie plutôt que d'émettre des titres de créance pour financer des projets. Cette méthode est le plus souvent utilisée lorsque les projets sont de petite envergure, que les promoteurs de projets ont un accès limité à la dette, que les autorités locales se rapprochent de leur limite d'endettement ou que l'utilisation de la dette est interdite¹.

Avantages

Utiliser sa propre trésorerie est le moyen le plus rapide et le plus simple de se procurer des fonds et d'éviter le coût supplémentaire des paiements d'intérêts ; cela est donc moins coûteux que l'emprunt.

Inconvénients

Utiliser son propre argent pour un investissement important signifie également prendre un risque élevé et perdre entièrement toutes ses économies.

Études de cas

Seules quelques rares autorités locales ont la capacité de financer des projets sur la base d'un investissement direct ou en espèces. Le financement est en général un mélange de différents outils et provient de différentes sources.

1 Infrastructure Financing: A Guide for Local Government Managers, Université du Nebraska à Omaha, 2017

ARBRE DE DÉCISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Cet arbre de décision du financement climatique guide les autorités locales et régionales à travers une série de questions qui les aident à envisager différents outils de financement. Chaque outil de financement y est décrit, y compris les avantages, les inconvénients et des exemples d'études de cas. Voici un aperçu de l'arbre de décision et des outils de financement dont disposent les autorités locales et régionales. <http://www.solutions-gateway.org/show?page=financetool>



OUTIL 2: SUBVENTIONS

RETOURNER À L'ARBRE

Source de financement

Recette propre de l'autorité locale

Définition

Une subvention est une forme d'aide ou de soutien financier accordée à un secteur économique (ou à une institution, une entreprise ou un particulier), généralement dans le but de promouvoir la politique économique et sociale¹. Les subventions se présentent sous diverses formes, notamment : directes (subventions en espèces, prêts sans intérêt) et indirectes (allègements fiscaux, assurances, prêts à faible taux d'intérêt, amortissements, réductions de loyer).^{2,3}

Les subventions les plus courantes utilisées par les autorités locales sont :

- Subvention orientée vers le producteur : les autorités locales peuvent accorder une subvention à l'investisseur ou au fournisseur de solutions, par exemple en proposant un tarif spécial pour l'utilisation des énergies renouvelables ;
- Subvention orientée vers le consommateur : la subvention peut être conçue pour subventionner un comportement des consommateurs, par exemple en subventionnant l'achat de voitures électriques.

Avantages

Les subventions font partie du plan de dépenses de l'autorité locale. L'autorité locale a le contrôle sur les bénéficiaires et les conditions/livrables qui s'y rattachent.

En tant que forme de subvention, c'est l'« incitation » la plus directe qu'une autorité locale puisse déployer pour promouvoir la mise en œuvre d'une politique.

Inconvénients

Les ressources publiques sont généralement limitées. Cet instrument n'est pas suffisant pour financer des projets d'infrastructure à grande échelle.

Les économistes du marché libre affirment également que les subventions faussent inutilement les marchés, empêchant d'obtenir des résultats efficaces et détournant les ressources d'utilisations plus productives vers des utilisations moins productives.

Études de cas / documentation suggérée

- <https://www.ifo.de/DocDL/dice-report-2016-4-kemfert-december.pdf>
- <https://www.economicshelp.org/blog/19041/economics/solutions-for-declining-industries/>
- <https://www.livemint.com/budget/expectations/farmers-may-get-interest-free-loans-premium-free-insurance-1548764098831.html>

1 Myers, N.; Kent, J. (2001). Perverse subsidies: how tax dollars can undercut the environment and the economy. Washington, DC: Island Press. ISBN 1-55963-835-4.

2 Collins Dictionary of Economics". extrait 05/09/2013.

3 Is That a Good State/Local Economic Development Deal? A Checklist (2014-06-03), Naked Capitalism

ARBRE DE DÉCISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Cet arbre de décision du financement climatique guide les autorités locales et régionales à travers une série de questions qui les aident à envisager différents outils de financement. Chaque outil de financement y est décrit, y compris les avantages, les inconvénients et des exemples d'études de cas. Voici un aperçu de l'arbre de décision et des outils de financement dont disposent les autorités locales et régionales. <http://www.solutions-gateway.org/show?page=financetool>



OUTIL 2.1: SUBVENTIONS/AVANTAGES FISCAUX POUR LES PROMOTEURS DE PROJET

RETOURNER À L'ARBRE

Source de financement

Recette propre de l'autorité locale

Définition

Il existe plusieurs « outils d'avantages fiscaux » que les autorités locales peuvent utiliser pour attirer les promoteurs de projets durables.

- **Congés fiscaux** : exemption temporaire de certains impôts spécifiques pour une nouvelle entreprise ou un nouvel investissement, en général au moins l'impôt sur les sociétés. Les entreprises sont parfois également dispensées de certaines obligations administratives, notamment de l'obligation de remplir une déclaration d'impôt.
- **Zones spéciales** : zones géographiquement limitées dans lesquelles les entreprises qualifiées peuvent s'installer et donc bénéficier d'une exonération de divers impôts et/ou exigences administratives.
- **Crédits d'impôt** : un crédit d'impôt est une incitation fiscale qui permet à certains contribuables de soustraire le montant du crédit du total qu'ils doivent à l'État. Les crédits d'impôt incitatifs peuvent être utilisés pour encourager des comportements tels que l'investissement ou la création de société mère (« parenting »). Un crédit réduit directement la facture fiscale, contrairement aux déductions et exonérations fiscales qui réduisent indirectement la facture fiscale en diminuant la taille de la base (par ex. le revenu ou la valeur de la propriété d'un contribuable) à partir de laquelle la facture fiscale est calculée. Les crédits d'impôt à l'investissement (CII) et les crédits d'impôt à la production (CIP) sont deux crédits d'impôt couramment utilisés pour stimuler l'investissement dans des projets de durabilité.
- **Crédit d'impôt à l'investissement** : déduction d'une certaine fraction d'un investissement de l'impôt à payer. Les règles diffèrent concernant les crédits excédentaires (crédits supérieurs à l'impôt à payer) et incluent la possibilité de les perdre, de les reporter ou de les rembourser.
- **Prime à l'investissement** : déduction d'une certaine fraction d'un investissement des bénéfices imposables (en plus de l'amortissement). La valeur d'une prime est le produit de la prime et du taux d'imposition. Contrairement à un crédit d'impôt, sa valeur varie donc d'une entreprise à l'autre, sauf s'il existe un taux d'imposition unique. La valeur est en outre affectée par les modifications du taux d'imposition, une réduction d'impôt ayant pour effet de la réduire.
- **Amortissement accéléré** : amortissement à un rythme plus rapide que celui disponible pour le reste de l'économie. Cela peut être mis en œuvre de différentes manières, notamment en augmentant les amortissements de la première année ou en augmentant les taux d'amortissement. Les paiements d'impôts en termes nominaux ne sont pas affectés, mais leur valeur actuelle nette est réduite et la liquidité des entreprises est améliorée.
- **Les crédits d'impôt sur les produits (CIP)** reposent sur la quantité et la qualité du produit d'un

projet durable, comme l'énergie renouvelable générée par an. Le gouvernement peut définir le pourcentage de la base d'imposition en fonction de la technologie employée. Cette méthode incite l'investisseur à maintenir de bonnes performances du projet durable au fil du temps.

- **Taux d'imposition réduits** : réduction d'un taux d'imposition, généralement le taux de l'impôt sur les sociétés.
- **Exonérations de divers impôts** : exonération de certains impôts, souvent ceux perçus à la frontière tels que les droits de douane, les accises et la TVA sur les intrants importés.
- **Incitations financières** : réductions des taux d'imposition applicables aux bailleurs de fonds, par ex. réduction des retenues à la source sur les dividendes.
- **L'amortissement accéléré** peut avoir pour effet de réduire le revenu imposable du promoteur au cours des années précédentes et donc de permettre un meilleur rendement des investissements en capitaux propres. Le gouvernement pourrait adopter une politique fiscale permettant d'amortir les montants supplémentaires¹.

Avantages

La fiscalité est une mesure d'incitation souple que le gouvernement peut utiliser pour inciter à un bon comportement avec des investissements limités. En structurant la politique fiscale, les investisseurs sont orientés vers le type de projet privilégié, à savoir la technologie. Le crédit d'impôt à l'investissement (CII) et les crédits d'impôt sur les produits (CIP) sont utilisés avec succès dans de nombreux pays de l'OCDE comme mesures efficaces pour soutenir le développement des énergies renouvelables. Ces politiques fiscales privilégiées n'encouragent pas seulement les investisseurs privés à développer des projets respectueux de l'environnement, elles garantissent également la performance à long terme et la mise à jour continue des technologies employées.

Inconvénients

Les gouvernements ne peuvent pas accorder des conditions fiscales favorables sans imposer d'abord les citoyens pour obtenir l'argent. Cela signifie que les subventions s'accompagnent du coût caché de l'impôt. En fin de compte, les contribuables devront payer des impôts plus élevés pour financer les programmes de subventions gouvernementales.

Études de cas

- <https://www.nytimes.com/2018/11/13/business/economy/amazon-hq2-va-long-island-city-incentives.html>
- <https://www.euki.de/wp-content/uploads/2018/09/fact-sheet-incentives-for-electric-vehicles-no.pdf>

1 John Wang, Renewable energy Projects: Tax-Exempt and other Tax Advantaged Financing, Orrick

ARBRE DE DÉCISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Cet arbre de décision du financement climatique guide les autorités locales et régionales à travers une série de questions qui les aident à envisager différents outils de financement. Chaque outil de financement y est décrit, y compris les avantages, les inconvénients et des exemples d'études de cas. Voici un aperçu de l'arbre de décision et des outils de financement dont disposent les autorités locales et régionales. <http://www.solutions-gateway.org/show?page=financetool>



OUTIL 2.2: SUBVENTIONS/PRÊTS SANS INTÉRÊT ET À FAIBLE TAUX INTÉRÊT

RETOURNER À L'ARBRE

Source de financement

Recette propre de l'autorité locale

Définition

L'emprunteur ne paie pas ou peu d'intérêts.

Dans le cas d'une bonification d'intérêts, le montant de la subvention correspond au montant des intérêts économisés par l'entreprise bénéficiaire au cours de la période d'enquête¹.

Avantages

Les prêts bonifiés sont des prêts bon marché qui facilitent toujours l'accès aux liquidités et ne forcent pas l'entreprise à se concentrer sur le rendement financier.

Inconvénients

Comme les subventions en général, cela crée une dépendance et ne peut pas constituer un plan financier à long terme.

Études de cas

- <https://www.invest-in-bavaria.com/en/info-centre/good-to-know/subsidies.html>

¹ <https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:1998:394:0006:0019:EN:PDF>

ARBRE DE DÉCISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Cet arbre de décision du financement climatique guide les autorités locales et régionales à travers une série de questions qui les aident à envisager différents outils de financement. Chaque outil de financement y est décrit, y compris les avantages, les inconvénients et des exemples d'études de cas. Voici un aperçu de l'arbre de décision et des outils de financement dont disposent les autorités locales et régionales. <http://www.solutions-gateway.org/show?page=financetool>



OUTIL 3: VENTE DE TERRES/ACTIFS APPARTENANT À L'AUTORITÉ LOCALE

RETOURNER À L'ARBRE

Source de financement

Actifs de l'autorité locale

Définition

La vente de terrains ou d'actifs appartenant à l'autorité locale peut permettre de financer le développement des infrastructures. La vente de terres nécessite toutefois un cadre juridique fiable et cohérent, des institutions fortes et des droits de propriété clairement définis et applicables (Banque mondiale, 2013).

La valeur des terrains urbains est créée en partie par l'investissement public. Elle reflète la valeur capitalisée de l'accès aux réseaux routiers, à l'approvisionnement en eau, aux écoles et aux autres services rendus possibles par les investissements municipaux.

Les ventes de terres aux enchères peuvent être particulièrement efficaces dans les pays où l'évaluation foncière n'est pas systématique.

Avantages et utilisation

Les ventes de terres peuvent inciter au développement d'infrastructures durables en l'absence de cadres politiques plus larges imposant le développement d'infrastructures durables.

La vente de terres appartenant à la municipalité peut soutenir le financement des infrastructures pendant une période plus longue. Dans les pays où tous les terrains urbains appartiennent au secteur public, le terrain est de loin l'actif le plus précieux dans le bilan municipal. Il s'agit souvent de l'actif municipal le plus précieux dans le cadre d'autres régimes fonciers.

Il existe différentes façons de capter l'augmentation de la valeur des terrains urbains, mais la vente de terrains ou de droits fonciers a l'avantage de produire rapidement des revenus et d'être plus facile à gérer que les taxes d'amélioration, les programmes de réajustement des terres ou l'impôt foncier universel.

Les terrains urbains appartenant en outre à la municipalité ne sont pas un actif statique. Il peut être « créé » en étendant la zone urbaine à des zones rurales à la périphérie de la ville. Un gestionnaire d'actifs actif et légalement habilité peut également acquérir des terrains supplémentaires auprès des utilisateurs actuels pour le réaménagement urbain ou la construction d'autoroutes et d'aéroports. Il peut ensuite revendre une partie du terrain après que sa valeur ait été augmentée par des investissements publics.

Même sans améliorations publiques, l'urbanisation et la croissance économique ont tendance à faire monter le prix des terrains, augmentant ainsi la valeur des terres détenues dans les bilans locaux.

Inconvénients

Les ressources foncières sont limitées et constituent un flux de revenus ponctuel. En règle générale, les ventes d'actifs de ce type ont été considérées comme un moyen de financement temporaire et les experts fiscaux ont mis en garde les villes contre la dépendance des ventes d'actifs en tant que source importante ou permanente de financement du capital¹.

Études de cas / documentation suggérée

- [Local Government Best Practice Guideline for the Sale, Exchange & Transfer of Land](#)
- <http://knowledge.ckgsb.edu.cn/2014/09/03/policy-and-law/the-role-of-land-sales-in-local-government-financing-in-china/>
- LAND LEASING AND LAND SALE AS AN INFRASTRUCTURE-FINANCING OPTION George E. Peterson¹ World Bank Policy Research Working Paper 4043, novembre 2006

¹ LAND LEASING AND LAND SALE AS AN INFRASTRUCTURE-FINANCING OPTION George E. Peterson¹ World Bank Policy Research Working Paper 4043, novembre 2006

ARBRE DE DÉCISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Cet arbre de décision du financement climatique guide les autorités locales et régionales à travers une série de questions qui les aident à envisager différents outils de financement. Chaque outil de financement y est décrit, y compris les avantages, les inconvénients et des exemples d'études de cas. Voici un aperçu de l'arbre de décision et des outils de financement dont disposent les autorités locales et régionales. <http://www.solutions-gateway.org/show?page=financetool>



OUTIL 4: LOCATION DE TERRAINS/ACTIFS APPARTENANT À L'AUTORITÉ LOCALE

RETOURNER À L'ARBRE

Source de financement

Actifs de l'autorité locale

Définition

De nombreuses autorités locales sont « pauvres en argent, riches en terrains ». Elles ont une autonomie fiscale limitée et/ou des budgets réduits. Elles contrôlent néanmoins d'importantes propriétés foncières et bâties dont elles n'ont pas besoin pour un usage public, ni maintenant ni dans un avenir proche. Les actifs que les autorités locales peuvent utiliser comme sources de financement comprennent les terrains et les infrastructures existantes, telles que les installations d'approvisionnement en eau et en énergie.

Outre la vente directe d'un terrain ou d'un actif (voir outil 3 Vente de terrain), les terrains ou les infrastructures existantes (par ex. les infrastructures d'eau et d'énergie) peuvent être loués à des promoteurs et/ou opérateurs du secteur privé à un certain prix. Les baux sont des contrats de location entre le propriétaire d'un terrain ou d'un actif d'infrastructure (dans ce cas, une ville ou une entité du secteur public) et le promoteur ou l'opérateur de l'actif (généralement une entreprise). Les revenus qui en résultent peuvent être utilisés comme capital initial pour couvrir les coûts initiaux liés aux investissements dans les infrastructures publiques¹.

Avantages

La location de terrain peut encourager la participation du secteur privé sans que les exigences habituelles de liquidité du secteur privé pour participer aux projets soient respectées. Elle est également moins coûteuse que de supporter les coûts d'emprunt.

Inconvénient

Les faits suggèrent que les baux fonciers devraient être utilisés principalement pour tirer parti de nouveaux actifs d'infrastructure liés au plan d'utilisation des terrains d'une ville pour éviter le risque de développement d'infrastructures inefficaces ou sous-utilisées (par ex. un développement qui ne répond pas aux besoins locaux ou qui n'est pas situé là où se trouvent les utilisateurs potentiels). Les cadres locatifs et les flux de revenus qui y sont liés doivent être systématiquement liés aux plans d'utilisation des terrains d'une ville. En fin de compte, les baux devront probablement être complétés par des taxes et des charges pour payer l'entretien et l'expansion des services d'infrastructure. (Banque mondiale, 2013)

Études de cas / documentation suggérée

- [https://content.next.westlaw.com/Document/I5c7c3570097b11e798dc8b09b4f043e0/View/FullText.html?transitionType=CategoryPageItem&contextData=\(sc.Default\)&firstPage=true&bhcp=1](https://content.next.westlaw.com/Document/I5c7c3570097b11e798dc8b09b4f043e0/View/FullText.html?transitionType=CategoryPageItem&contextData=(sc.Default)&firstPage=true&bhcp=1)
- Land leasing and land sale as an infrastructure-financing option, la Banque mondiale, 2006

1 Financing the Transition: Sustainable Infrastructure in Cities, WWR& Long Finance, mars 2015

ARBRE DE DÉCISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Cet arbre de décision du financement climatique guide les autorités locales et régionales à travers une série de questions qui les aident à envisager différents outils de financement. Chaque outil de financement y est décrit, y compris les avantages, les inconvénients et des exemples d'études de cas. Voici un aperçu de l'arbre de décision et des outils de financement dont disposent les autorités locales et régionales. <http://www.solutions-gateway.org/show?page=financetool>



OUTIL 5: VENTE DES DROITS DE DÉVELOPPEMENT

RETOURNER À L'ARBRE

Source de financement

Terrain ou actif de l'autorité locale

Définition

La vente des droits de développement est une source importante de financement des infrastructures dans certaines régions du monde. L'application de cet instrument signifie que les villes séparent la propriété foncière du droit de poursuivre le développement de ces terres et vendent le droit de poursuivre le développement dans une certaine zone. La vente des droits de développement peut être structurée de diverses manières, allant de simples normes de densité à des enchères complexes. La meilleure approche dans un environnement donné dépendra de la capacité et des ressources de la municipalité émettrice.

Les conditions du recours à la vente des droits de développement sont:

- La combinaison de la culture, du droit et de la force administrative doit être telle que les droits de développement sont exclusifs.
- Il doit y avoir une demande suffisante du marché pour un développement supplémentaire à l'endroit où les droits seront cédés.
- La loi doit comprendre des dispositions qui permettent aux villes de créer et de vendre des droits de développement supplémentaires.
- La ville doit disposer d'un plan global actualisé pour la croissance et la gestion des infrastructures.
- La ville doit disposer d'une infrastructure administrative adéquate¹.

Avantages

La vente des droits de développement peut être utilisée pour gérer et limiter la croissance ainsi que pour l'encourager.

Inconvénients

La vente des droits de développement par le biais d'enchères ouvertes peut empêcher les ménages à revenus faibles et modérés d'acquiescer ces droits et limiter ainsi leur capacité à investir dans leurs terres.

Études de cas / documentation suggérée

MTR Corporation Ltd

La MTR est un système de location publique dirigé par le gouvernement. Il accorde au MTR des droits exclusifs sur des baux fonciers à long terme de 50 à 70 ans contrôlés par le gouvernement et des droits de développement associés au-dessus et à côté des stations. La MTR divise les grandes parcelles louées par le gouvernement en parcelles plus petites qui sont proposées aux promoteurs du secteur privé dans le cadre d'un processus d'appel d'offres. Les prix reflètent la valeur accrue due à la station de transport en commun. La MTR est l'un des rares endroits au monde où une agence de transport en commun réalise des bénéfices. Le profit provient en grande partie du succès du développement immobilier réalisé grâce à l'accessibilité qui accompagne la fourniture du transport en commun.

¹ Land-based Finance for Local Governments, ONU-Habitat 2016

ARBRE DE DÉCISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Cet arbre de décision du financement climatique guide les autorités locales et régionales à travers une série de questions qui les aident à envisager différents outils de financement. Chaque outil de financement y est décrit, y compris les avantages, les inconvénients et des exemples d'études de cas. Voici un aperçu de l'arbre de décision et des outils de financement dont disposent les autorités locales et régionales. <http://www.solutions-gateway.org/show?page=financetool>



OUTIL 6: VENTE DES DROITS DE DÉVELOPPEMENT

RETOURNER À L'ARBRE

Source de financement

Ressources du secteur privé favorisées par la politique foncière / sur les actifs de l'autorité locale

Définition

La réglementation, la planification ou les investissements publics peuvent augmenter la valeur des terres. Par exemple, l'amélioration des infrastructures routières augmentera la valeur des terrains dans les banlieues. L'« up-zoning », c'est-à-dire le changement d'une zone pour un développement et une utilisation commerciale plus intenses, augmentera la demande pour de telles zones, augmentant ainsi également la valeur. La récupération de la valeur foncière (LVC) permet au secteur public de participer financièrement à une telle augmentation de valeur¹. La LVC fonctionne, dès lors que les personnes perçoivent une valeur qu'ils sont prêts à payer pour l'obtenir. Les gens paieront souvent une valeur plus élevée à une maison lorsqu'elle dessert bien les endroits où les résidents souhaitent se rendre. En d'autres termes, l'argent est le reflet de la valeur créée par l'amélioration de l'accessibilité et l'accessibilité rend le terrain plus productif. Cette augmentation de la valeur due à l'amélioration de l'accessibilité variera en fonction des circonstances locales.

Les méthodes existantes de LVC ont tendance à se concentrer soit sur des développements spécifiques, soit sur une imposition ou un prélèvement général. La première est une approche basée sur le développement et la seconde sur la fiscalité. Cependant, la plupart des méthodes comprennent des éléments des deux approches et il est donc souvent difficile de les classer dans l'une ou l'autre.

Les approches de LVC actuelles adoptent une vision beaucoup plus équilibrée de la manière dont la valeur doit être partagée et récupérée. Et cela ne se limite pas à débloquent de nouvelles sources de financement, cela crée également un lien beaucoup plus fort entre les actifs, le financement et les utilisateurs². Il est donc logique que le bénéfice supplémentaire généré par le transport en commun soit partagé entre l'agence fournissant le transport en commun, c'est-à-dire le contribuable, et les personnes qui possèdent le terrain. Il convient donc d'explorer la possibilité de débloquent cette valeur ajoutée par le biais d'un partenariat entre les secteurs public et privé.

Avantages

Lorsqu'il existe une collaboration adéquate entre le promoteur du secteur privé et le secteur public, le mécanisme de récupération de la valeur foncière peut :

- Soutenir la croissance économique de manière écologiquement durable ;
- Construire une ville-région plus compétitive et une meilleure qualité de vie pour ses habitants et ses entreprises.
- Construire des communautés durables et plus saines.

- Réduire le coût de la vie.

Outre les avantages en termes de finances publiques, de nombreux auteurs soulignent que la récupération de la valeur foncière peut également contribuer à améliorer l'efficacité économique des investissements municipaux, à favoriser l'équité sociale et à servir d'outil de gestion de la croissance urbaine et de contrôle du prix des terres, ainsi qu'à réduire l'incertitude des promoteurs privés quant au calendrier d'approbation des projets et de livraison des infrastructures³.

Inconvénients

Il n'est pas facile de dévoiler puis de récupérer cette valeur ajoutée. La mise en œuvre des méthodes de LVC au sein de l'autorité locale nécessitera de relever les défis suivants :

- Acceptation du principe de la LVC et des avantages

Tous les acteurs clés doivent accepter en principe que la LVC est un outil précieux qui peut contribuer au financement futur de l'infrastructure de transport en commun et au succès à long terme de cette infrastructure.

- Une volonté de changement et d'action

L'application des méthodes de LVC exige souvent de changer certaines opinions et politiques traditionnelles et de vouloir travailler au-delà des frontières non traditionnelles avec des partenaires qui peuvent avoir des valeurs et des objectifs différents. Cela nécessite l'élaboration de modèles de prestation en collaboration avec les principales parties prenantes.

- Collaboration entre les parties prenantes des secteurs public et privé

Toute méthode de LVC réussie nécessite une collaboration. Elle doit établir de solides relations de travail avec les municipalités, les niveaux supérieurs de l'autorité et le secteur privé. Elle doit fonctionner à deux niveaux : des forums stratégiques et des accords de travail liés à des projets et à des sites spécifiques.

Études de cas / documentation suggérée

- <https://www.befs.org.uk/wp-content/uploads/2017/05/Edinburgh-City-Region-Land-Value-Capture-analysis-v2.1.pdf>
- Francesca Romana Medda et Marta Modelewska : Land value capture as a funding source for urban investment, 2011
- <https://blogs.adb.org/blog/transforming-cities-land-value-capture>
- https://www.london.gov.uk/sites/default/files/land_value_capture_report_transport_for_london.pdf
- <https://todresources.org/blog/hudson-yards-a-value-capture-case-study/>

1 Kamiya, Marco 2016: New solutions to close the gap on municipal finance

2 <https://home.kpmg/xx/en/home/insights/2017/05/funding-wisely-unlocking-urban-transit-with-land-value-capture.html>

3 The Potential of Land Value Capture for financing urban projects, Banque interaméricaine de développement, 2017

ARBRE DE DÉCISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Cet arbre de décision du financement climatique guide les autorités locales et régionales à travers une série de questions qui les aident à envisager différents outils de financement. Chaque outil de financement y est décrit, y compris les avantages, les inconvénients et des exemples d'études de cas. Voici un aperçu de l'arbre de décision et des outils de financement dont disposent les autorités locales et régionales. <http://www.solutions-gateway.org/show?page=financetool>



OUTIL 7: CAPITAUX PROPRES

RETOURNER À L'ARBRE

Source de financement

Ressources du secteur privé favorisées par la location de terres / d'actifs de l'autorité locale ou par l'achat de parts de capital

Définition

Les capitaux propres sont la différence entre la valeur des actifs et la valeur des passifs d'un bien détenu. Les capitaux propres peuvent également faire référence au capital social d'une entreprise. Dans ce cas, la valeur du capital social dépend des perspectives économiques futures de l'entreprise.

Avantages

- Fardeau moindre : avec le financement par capitaux propres, il n'y a pas de prêt à rembourser, ce qui est particulièrement important lorsque le projet n'a pas de mécanisme de génération de revenus.
- Fini les problèmes de crédit : si l'autorité locale n'est pas solvable, les capitaux propres peuvent être préférables ou plus appropriés que le financement par emprunt.
- Apprendre et tirer profit des partenaires : les capitaux propres créent de nouveaux partenariats et de nouvelles connexions.

Inconvénients

- Partage des bénéfices : les investisseurs s'attendent à recevoir une part des bénéfices. Il peut s'agir toutefois d'un compromis intéressant si vous bénéficiez de la valeur qu'ils apportent en tant que bailleurs de fonds et/ou de leur expérience et de leur sens des affaires.
- Partage du contrôle : les investisseurs peuvent vouloir avoir le contrôle du projet.
- Conflit potentiel : le partage de la propriété et le fait de devoir travailler avec d'autres peuvent entraîner des tensions, voire des conflits, s'il existe des différences de vision, de style de gestion et de manière de gérer l'entreprise¹.

Études de cas / documentation suggérée

- <https://www.investeurope.eu/about-private-equity/private-equity-in-action/>

¹ <https://www.thehartford.com/business-insurance/strategy/business-financing/equity-financing>

ARBRE DE DÉCISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Cet arbre de décision du financement climatique guide les autorités locales et régionales à travers une série de questions qui les aident à envisager différents outils de financement. Chaque outil de financement y est décrit, y compris les avantages, les inconvénients et des exemples d'études de cas. Voici un aperçu de l'arbre de décision et des outils de financement dont disposent les autorités locales et régionales. <http://www.solutions-gateway.org/show?page=financetool>



OUTIL 8: CONTRAT DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE (CPE)

RETOURNER À L'ARBRE

Source de financement

Ressources du secteur privé favorisées par le contrat de l'autorité locale

Définition

Un CPE est un contrat dans lequel un ensemble de services est convenu et le fournisseur de ces services est en mesure de garantir qu'un minimum d'économies d'énergie et/ou de valeur de durabilité sera atteint. Une société de services énergétiques (SSE) met en œuvre un ensemble de services énergétiques personnalisés, comprenant la planification, la construction, l'exploitation et la maintenance, l'optimisation, l'achat de combustible, le (co)financement et le comportement des utilisateurs¹.

Avantages

- Ce modèle peut convenir aux municipalités aux capacités financières et techniques insuffisantes car il offre une approche « sans risque, sans investissement », où la municipalité n'a pas à assumer de coûts initiaux, à moins que ce ne soit l'option privilégiée. Les contrats CPE peuvent garantir qu'un certain pourcentage des économies sera réalisé, le risque étant pris par la SSE ; si la performance garantie n'est pas atteinte, la SSE rembourserait l'autorité locale.
- Les coûts de maintenance sont économisés pendant la période contractuelle et il y a la garantie que la SSE, qui participe à la part de l'économie, maintiendra le système à son meilleur niveau de performance.
- Ce modèle peut apporter une expertise et donner des éclaircissements sur la viabilité du projet, en renforçant la capacité du marché.
- Les plus petites municipalités pourraient se mettre en relation avec des municipalités voisines ayant des besoins similaires pour engager une seule SSE qui regrouperait ces projets similaires pour réduire les coûts de transaction et faciliter le financement.

Inconvénients

- À condition que la durée du contrat soit suffisamment longue pour permettre à la SSE de récupérer son investissement (c'est-à-dire 7 ans) et que le contrat comprenne des services de maintenance, l'autorité locale s'engage pour cette période auprès de la SSE.
- Le modèle pourrait ne pas être appliqué dans les endroits où un environnement favorable fait défaut, comme dans le cas des pays émergents. Les municipalités pourraient devoir fournir des garanties bancaires ou d'État.

Études de cas / documentation suggérée

- <https://eumayors.eu/news-and-events/news/1512-new-case-study-vantaa.-finland-esco-procurement-for-energy-renovation-of-municipal-buildings.html>
- <https://enerpower.ie/esco-case-studies/>
- http://open_jicareport.jica.go.jp/pdf/11826047.pdf
- https://www.mm.dk/pdf/CITIES100_2016.pdf

¹ Standard EPC documents, European Energy Service Initiative, 2010

ARBRE DE DÉCISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Cet arbre de décision du financement climatique guide les autorités locales et régionales à travers une série de questions qui les aident à envisager différents outils de financement. Chaque outil de financement y est décrit, y compris les avantages, les inconvénients et des exemples d'études de cas. Voici un aperçu de l'arbre de décision et des outils de financement dont disposent les autorités locales et régionales. <http://www.solutions-gateway.org/show?page=financetool>



OUTIL 9: PRIVATISATION

RETOURNER À L'ARBRE

Source de financement

Tirer parti des investissements du secteur privé grâce aux services d'externalisation

Définition

La forme la plus courante de privatisation dans les autorités locales se produit lorsque les celles-ci concluent des contrats avec des fournisseurs de services du secteur privé, à but lucratif ou non, pour fournir des services publics individuels, tels que l'entretien des routes, les services de garde, l'entretien du parc automobile et l'exploitation et l'entretien des réseaux de distribution d'eau¹.

Avantages

La privatisation stimule l'économie locale et constitue l'assiette fiscale, ce qui signifie que les entreprises privées sous contrat gouvernemental versent des impôts dans les caisses de l'autorité et offrent des emplois aux communautés. Les entreprises privées opérant sous contrat gouvernemental sont fortement incitées à fournir des résultats.

La privatisation incite également à améliorer l'entreprise par le biais de la concurrence. Lorsqu'une entité publique est privatisée, elle perd la protection du gouvernement et est obligée de s'adapter au marché en fournissant de meilleurs services ou produits afin de survivre et de prospérer.

Inconvénients

La privatisation de certaines entités étatiques telles que les compagnies d'eau et d'électricité peut simplement créer des monopoles uniques. Ceux-ci peuvent éventuellement chercher à augmenter les prix au détriment du consommateur, et ce, sans aucun contrôle.

Le gouvernement perd des dividendes après la privatisation, comme c'est le cas pour la plupart des entreprises prospères qui se développent grâce à la privatisation. Ces dividendes sont au contraire versés à des personnes fortunées².

Études de cas / documentation suggérée

- <https://hbr.org/1991/11/does-privatization-serve-the-public-interest>
- https://www.jstor.org/stable/4165457?seq=1#page_scan_tab_contents

1 <https://reason.org/policy-brief/local-government-privatization-101/>

2 <https://www.enotes.com/homework-help/advantages-disadvantages-privatization-airlines-455874>

ARBRE DE DÉCISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Cet arbre de décision du financement climatique guide les autorités locales et régionales à travers une série de questions qui les aident à envisager différents outils de financement. Chaque outil de financement y est décrit, y compris les avantages, les inconvénients et des exemples d'études de cas. Voici un aperçu de l'arbre de décision et des outils de financement dont disposent les autorités locales et régionales. <http://www.solutions-gateway.org/show?page=financetool>



OUTIL 10: PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ (PPP)

RETOURNER À L'ARBRE

Source de financement

Dépend du type de PPP ; mélange public et privé

Définition

Un accord de coopération généralement à long terme entre une ou plusieurs entités publiques et une organisation privée, selon lequel les risques sont répartis entre les deux partenaires. L'objectif de cette relation est d'utiliser les politiques et réglementations publiques pour obtenir un financement du secteur privé qui recevra des paiements de l'entité publique pour la fourniture d'un service défini.

Avantages

Le PPP permet aux municipalités d'accéder à des financements et à une expertise technique et de bénéficier d'une efficacité opérationnelle, tout en transférant les risques liés aux performances et à la technologie au secteur privé.

Inconvénients

- Les coûts de transaction du modèle sont relativement élevés.
- Si l'une des parties estime qu'elle perd une partie du contrôle, elle peut s'efforcer d'adopter davantage de règles et de règlements tout au long du processus plutôt que de collaborer.
- Différents acteurs travaillent avec des calendriers différents : organisations à but non lucratif à long terme, organisations à but lucratif à court terme, le calendrier des agences gouvernementales est fortement influencé par les élections.
- Les petites et moyennes villes peuvent éprouver des difficultés à accéder à ces accords.

Études de cas / documentation suggérée

- <https://www.thebalancesmb.com/public-private-partnership-types-845098>
- https://www.pppinindia.gov.in/toolkit/pdf/case_studies.pdf
- <https://www.ishackproject.co.za/>

ARBRE DE DÉCISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Cet arbre de décision du financement climatique guide les autorités locales et régionales à travers une série de questions qui les aident à envisager différents outils de financement. Chaque outil de financement y est décrit, y compris les avantages, les inconvénients et des exemples d'études de cas. Voici un aperçu de l'arbre de décision et des outils de financement dont disposent les autorités locales et régionales. <http://www.solutions-gateway.org/show?page=financetool>



OUTIL 11: FONDS RENOUVELABLE

RETOURNER À L'ARBRE

Source de financement

Mélange de sources propres et du secteur privé

Définition

Le fonds renouvelable est un fonds créé à des fins spécifiques, avec le concept que les remboursements au fonds peuvent être réutilisés à ces fins.

Avantages

- Une fois mis en œuvre, le modèle de fonds renouvelable peut être autonome.
- Les remboursements peuvent être utilisés pour financer des projets supplémentaires.
- Un fonds renouvelable renforce la capacité du marché.
- Il n'existe aucune limite d'exercice financier.
- Le fonds renouvelable peut constituer une solution pour les endroits où le marché du crédit public/municipal est sous-développé, lorsqu'il existe un gestionnaire de fonds crédible et compétent et la capacité de conclure des contrats pluriannuels.

Inconvénients

- Il peut être difficile de recouvrer les frais d'exploitation au cours des premières années.
- Les périodes de remboursement peuvent être longues (généralement 5 à 8 ans, voire plus).
- Le fonds peut varier d'une année à l'autre en raison des sources financières mobilisées et du rendement des investissements.

Études de cas / documentation suggérée

- Innovative financing schemes, Lessons learnt from the Covenant of Mayors Community, 2019
- https://www.microfinancegateway.org/sites/default/files/mfg-en-paper-community-managed-revolving-fund-feb-2008_0.pdf

ARBRE DE DÉCISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Cet arbre de décision du financement climatique guide les autorités locales et régionales à travers une série de questions qui les aident à envisager différents outils de financement. Chaque outil de financement y est décrit, y compris les avantages, les inconvénients et des exemples d'études de cas. Voici un aperçu de l'arbre de décision et des outils de financement dont disposent les autorités locales et régionales. <http://www.solutions-gateway.org/show?page=financetool>



OUTIL 12: PRÊT DU SECTEUR PRIVÉ

RETOURNER À L'ARBRE

Source de financement

Financement externe/sources du secteur privé

Définition

Les prêts commerciaux sont accordés par des banques privées et d'autres institutions financières (par ex. les compagnies d'assurance, les fonds de pension). Par définition, un prêt est accordé en échange du remboursement futur du montant de la valeur du prêt ainsi que des intérêts ou autres frais financiers. Un prêt peut être d'un montant spécifique et unique ou disponible sous forme de ligne de crédit indéfinie jusqu'à une limite ou un plafond déterminé.

Avantages

Le fait qu'il permette de financer des projets que l'autorité locale ne pourrait pas financer seule constitue un avantage non négligeable de ce type de financement externe. Les prêts peuvent également être utilisés pour effectuer de gros achats de biens d'équipement pour encourager la croissance que l'autorité locale ne pourrait pas se permettre.

Inconvénients

La solvabilité est généralement une condition préalable pour demander un prêt.

Il ne faut pas non plus oublier que les prêteurs exigent un retour sur investissement. Les intérêts s'ajoutent au coût global de l'investissement et peuvent rendre le financement externe plus lourd que prévu.

Études de cas / documentation suggérée

- <https://siepr.stanford.edu/research/publications/risky-business-bank-loans-local-governments>
- Guidelines on Local Government Borrowing and Recent Developments in NALAS countries, 2011

ARBRE DE DÉCISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Cet arbre de décision du financement climatique guide les autorités locales et régionales à travers une série de questions qui les aident à envisager différents outils de financement. Chaque outil de financement y est décrit, y compris les avantages, les inconvénients et des exemples d'études de cas. Voici un aperçu de l'arbre de décision et des outils de financement dont disposent les autorités locales et régionales. <http://www.solutions-gateway.org/show?page=financetool>



OUTIL 13: FINANCEMENT PARTICIPATIF

RETOURNER À L'ARBRE

Source de financement

Financement externe/sources du secteur privé

Définition

Le financement participatif est une source alternative de revenus pour les autorités locales. Il est guidé par le principe selon lequel les citoyens peuvent volontairement investir un certain montant financier dans un projet proposé.

Avantages

- Particulièrement adapté au financement de petits projets
- Un moyen rapide de lever des fonds sans commission initiale
- Un bon moyen de tester la réaction du public à l'idée du projet
- Les idées qui ne plaisent pas aux investisseurs traditionnels peuvent également souvent être financées
- Les investisseurs peuvent devenir des clients fidèles

Inconvénients

- Nécessite beaucoup de travail pour établir la confiance et susciter l'intérêt
- Il n'y a aucune garantie d'atteindre l'objectif de financement requis
- Les projets qui échouent risquent de nuire à la réputation

Études de cas / documentation suggérée

- <http://climate-adapt.eea.europa.eu/metadata/case-studies/ghent-crowdfunding-platform-realising-climate-change-adaptation-through-urban-greening>
- <http://dx.doi.org/10.1787/b3f7a1c5-en>
- http://pocacito.eu/sites/default/files/BikeLane_Denver.pdf
- <http://www.bettervest.com>
- <https://thesunexchange.com/>
- <https://www.fedgroup.co.za/ventures/impact-farming>
- <http://www.m-akiba.go.ke/index.php>
- <https://www.fsdafrica.org/knowledge-hub/blog/the-story-of-kenyas-m-akiba-selling-treasury-bonds-via-mobile>

ARBRE DE DÉCISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Cet arbre de décision du financement climatique guide les autorités locales et régionales à travers une série de questions qui les aident à envisager différents outils de financement. Chaque outil de financement y est décrit, y compris les avantages, les inconvénients et des exemples d'études de cas. Voici un aperçu de l'arbre de décision et des outils de financement dont disposent les autorités locales et régionales. <http://www.solutions-gateway.org/show?page=financetool>



OUTIL 14: OBLIGATIONS MUNICIPALES (VERTES)

RETOURNER À L'ARBRE

Source de financement

Financement externe mobilisant des sources du secteur privé

Définition

Une obligation verte est une obligation spécifiquement destinée à être utilisée pour des projets climatiques et environnementaux. Elles sont souvent vérifiées par une tierce partie qui certifie que l'obligation financera des projets qui comportent des avantages pour l'environnement. Les obligations (vertes) peuvent être émises par des institutions de financement du développement (par ex. la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement), des banques commerciales, l'État/les municipalités ou des sociétés (par ex. la SNCF). Sur cette base, les autorités locales ont deux possibilités pour bénéficier des obligations vertes :

- Émettre ses propres obligations (vertes)

L'émetteur d'une obligation municipale reçoit un prix d'acquisition au comptant au moment de l'émission en échange d'une promesse de rembourser au fil du temps les investisseurs acheteurs ou leurs bénéficiaires (le détenteur de l'obligation). Les périodes de remboursement peuvent aller de quelques mois (bien que cela soit très rare) à 20, 30 ou 40 ans, voire plus. L'émetteur utilise généralement le produit de la vente d'une obligation pour payer des projets d'immobilisations ou à d'autres fins qu'il ne peut ou ne souhaite pas payer immédiatement avec les fonds dont il dispose.

- Aligner les plans d'investissement sur ceux des autres émetteurs

Avantages

- Les obligations vertes peuvent améliorer la réputation d'un émetteur en mettant en évidence son engagement en faveur de la croissance verte et du développement durable. Les autorités peuvent vouloir prendre position sur le plan politique et démontrer leur engagement envers certains objectifs environnementaux (par ex. la lutte contre le changement climatique) et/ou de durabilité (par ex. la stimulation de la croissance verte ou le passage à une économie verte).
- Les obligations vertes offrent aux émetteurs un meilleur accès à un ensemble spécifique d'investisseurs mondiaux qui peuvent avoir pour mandat d'investir dans des entreprises vertes/durables. Attirer de nouveaux investisseurs est souvent un avantage important de l'émission d'une obligation verte et de nombreuses obligations vertes émises à ce jour indiquent une sursouscription.

- L'émission d'obligations vertes peut créer une nouvelle demande sur le marché ; les émissions d'obligations nationales contribuent à renforcer et, dans certains cas, à créer des marchés de capitaux nationaux¹.

Inconvénients

- Le travail préparatoire nécessaire (mise en place institutionnelle, vérification) prend du temps et coûte de l'argent.
- La réglementation nationale détermine souvent si une autorité locale peut ou non émettre des obligations.
- Pour que les obligations municipales soient une réussite sur le marché, un processus de gestion très détaillé, structuré, habile et diligent est nécessaire.
- Les obligations (vertes) financent généralement des projets d'infrastructure (verts) à grande échelle et à forte intensité de capital, tels que des projets d'efficacité énergétique, de transport en commun ou d'énergie renouvelable, entre autres, qui peuvent être remboursés à partir de flux de trésorerie réguliers, modestes et à long terme².

Études de cas / documentation suggérée

- http://sustainia.me/resources/publications/Cities100_2015.pdf
- https://www.youtube.com/watch?v=_wPnciVnRwo
- <https://www.youtube.com/watch?v=i3gIJrABLSc>
- <https://www.icmagroup.org/green-social-and-sustainability-bonds/green-bond-principles-gbp/>
- https://www.greenbondpledge.com/files/files/Green-City-Playbook_2018.pdf
- Municipal Bonds for Infrastructure Development in South Africa, Dr Juergen Goebel, GIZ and SALGA, 2017
- <http://www.capetown.gov.za/media-and-news/Green%20pays%20City>
- <https://www.esi-africa.com/event-news/interview-kevin-jacoby-green-bonds/>
- <http://www.watrafica.co.za/index.php/features/water-usage/102-city-of-cape-town-green-bond>

1 <https://www.globalgreenbondpartnership.org/>

2 <http://www.gogreenbonds.org/>

ARBRE DE DÉCISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Cet arbre de décision du financement climatique guide les autorités locales et régionales à travers une série de questions qui les aident à envisager différents outils de financement. Chaque outil de financement y est décrit, y compris les avantages, les inconvénients et des exemples d'études de cas. Voici un aperçu de l'arbre de décision et des outils de financement dont disposent les autorités locales et régionales. <http://www.solutions-gateway.org/show?page=financetool>



OUTIL 15: FINANCEMENT MIXTE

RETOURNER À L'ARBRE

Source de financement

Financement externe mobilisant des sources du secteur public et privé

Définition

Le terme « financement mixte » implique le mélange de fonds publics et privés dans le cadre d'un programme ou d'un accord d'investissement commun, chaque partie utilisant son expertise de manière complémentaire. Le concept et le modèle ont été développés dans le cadre de l'initiative de reconception du financement du développement du Forum économique mondial qui l'a défini comme étant « l'utilisation stratégique du financement du développement et des fonds philanthropiques pour mobiliser les flux de capitaux privés vers les marchés émergents et les marchés frontières ». Le financement mixte est une approche structurante qui permet à des organisations ayant des objectifs différents d'investir les unes à côté des autres tout en réalisant leurs propres objectifs (qu'il s'agisse de rendement financier, d'impact social ou d'un mélange des deux).

Les principaux obstacles à l'investissement pour les investisseurs privés auxquels s'attaque le financement mixte sont (i) le risque élevé perçu et réel et (ii) le faible rendement du risque par rapport à des investissements comparables¹.

Les mécanismes de soutien ont traditionnellement été utilisés par les bailleurs de fonds du développement dans le cadre d'un financement mixte pour attirer et soutenir les investisseurs du secteur privé en gérant les risques et en réduisant les coûts de transaction. Ces mécanismes peuvent généralement être classés comme des prestations :

- Assistance technique, ou fonds de subvention pour compléter la capacité des bénéficiaires des investissements et réduire les coûts de transaction.
- Souscription de risques, pour protéger totalement ou partiellement l'investisseur contre les risques par une atténuation appropriée des risques
- Incitations du marché, paiements garantis subordonnés à la performance des prix futurs et/ou paiement en échange d'un investissement initial dans des marchés nouveaux ou en difficulté.

Avantages

Le financement mixte est un outil essentiel qui peut atténuer les coûts d'entrée précoce ou les risques des projets en aidant à rééquilibrer les profils risque-récompense des investissements pionniers et en permettant leur réalisation².

Le financement mixte améliore les conditions pour les emprunteurs en allongeant les échéances pour les fournisseurs de capitaux, évitant ainsi les risques associés aux flux de capitaux à court terme auxquels sont confrontés les bénéficiaires de capitaux sur les marchés émergents et frontières³.

Inconvénients

- Le financement mixte est principalement disponible pour les pays à revenu élevé qui disposent d'un environnement favorable solide : des marchés financiers stables et bien réglementés
- Plus facilement attiré par les projets de grande envergure où il est généralement apporté sur la base d'importants investissements (ou garanties) du secteur public⁴

Études de cas / documentation suggérée

- Blending public and private funds for sustainable development, Richard Samans, Forum économique mondial, 2016
- Blended Finance, Université de Gallen, 2016

1 <https://www.convergence.finance/blended-finance>

2 https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/CORP_EXT_Content/IFC_External_Corporate_Site/Solutions/Products+and+Services/Blended-Finance

3 Blended Finance Vol. 1: A Primer for Development Finance and Philanthropic Funders, OCDE, 2015

4 OECD - GIZ Conference: Closing the gap for water in line with SDG ambitions: the role of blended finance, 4 - 5 octobre 2018, Eschborn, Allemagne

ARBRE DE DÉCISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Cet arbre de décision du financement climatique guide les autorités locales et régionales à travers une série de questions qui les aident à envisager différents outils de financement. Chaque outil de financement y est décrit, y compris les avantages, les inconvénients et des exemples d'études de cas. Voici un aperçu de l'arbre de décision et des outils de financement dont disposent les autorités locales et régionales. <http://www.solutions-gateway.org/show?page=financetool>



OUTIL 16: ATTÉNUATION DES RISQUES

RETOURNER À L'ARBRE

Source de financement

Engagement de financement externe futur mobilisant des sources du secteur privé et public

Définition

Les mécanismes d'atténuation des risques les plus couramment utilisés sont les garanties (par ex. les garanties de risque et les garanties de crédit) ainsi que l'assurance contre les risques (par ex. l'assurance contre les risques politiques). Les garanties et les produits d'assurance contre les risques peuvent couvrir le non-respect par une partie du secteur public d'obligations spécifiques dans le cadre d'un projet. En atténuant les risques critiques de performance de l'autorité pour les investisseurs privés, les produits d'atténuation des risques constituent des outils utiles pour améliorer la bancabilité des projets d'infrastructure¹.

Avantages

- Croissance des opportunités : grâce à l'atténuation des risques, l'autorité locale peut saisir des opportunités sur le marché qui ne lui étaient pas accessibles auparavant.
- Nouveaux partenariats : il est possible de tirer parti de diverses opportunités de partenariat qui, autrement, ne seraient pas possibles.

Inconvénients

- Évaluation rigoureuse : bénéficier des outils d'atténuation des risques implique une évaluation rigoureuse de la solvabilité du demandeur et une analyse financière. Ce processus devient parfois assez long et compliqué.
- Considérations financières : elle n'est pas adaptée aux entreprises déficitaires.

Études de cas / documentation suggérée

- https://www.sida.se/contentassets/95cc74d7ae78433db642fbe82a552138/10201165_guarantee_portfolios_2017_webb.pdf
- Understanding the challenges for infrastructure finance, Torsten Ehlers, 2014

¹ <https://ppp.worldbank.org/public-private-partnership/financing/risk-mitigation-mechanisms-products/guarantee-and-risk-insurance-ifs/guarantee-and-risk-i>

ARBRE DE DÉCISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Cet arbre de décision du financement climatique guide les autorités locales et régionales à travers une série de questions qui les aident à envisager différents outils de financement. Chaque outil de financement y est décrit, y compris les avantages, les inconvénients et des exemples d'études de cas. Voici un aperçu de l'arbre de décision et des outils de financement dont disposent les autorités locales et régionales. <http://www.solutions-gateway.org/show?page=financetool>



OUTIL 17: AIDES ET SUBVENTIONS NATIONALES

RETOURNER À L'ARBRE

Source de financement

Sources externes du secteur public

Définition

Les subventions sont des fonds non remboursables versés par le gouvernement ou les institutions financières internationales. Les critères d'éligibilité sont toujours définis par les donateurs.

Les types de subventions nationales et infranationales sont très similaires. Veuillez vous référer aux outils 2 ; 2.1 et 2.2.

Avantages

- Le grand avantage du financement par subvention est qu'il n'a pas à être remboursé et qu'il n'existe généralement pas de coûts de financement associés, sauf si la subvention nécessite un cofinancement.
- Les subventions nationales peuvent être utilisées dans des endroits où il n'y a pas de capacité de marché et où la solvabilité est limitée.

Inconvénients

- Les subventions sont limitées dans le temps et ne sont pas toujours durables une fois le projet terminé.
- Les fonds disponibles sont généralement limités, pouvant entraîner un financement partiel.
- Dans de nombreux cas, les subventions ne sont pas axées sur la demande locale et les priorités locales doivent être modifiées afin de respecter les conditions de subvention.

Études de cas / documentation suggérée

- Tilman Buchholz, Federal Ministry for the Environment, Nature Conservation, Building and Nuclear Safety, EUKN Policy Lab for Spain, Madrid, 2017
- Guide to Municipal Finance, ONU-Habitat, 2009

ARBRE DE DÉCISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Cet arbre de décision du financement climatique guide les autorités locales et régionales à travers une série de questions qui les aident à envisager différents outils de financement. Chaque outil de financement y est décrit, y compris les avantages, les inconvénients et des exemples d'études de cas. Voici un aperçu de l'arbre de décision et des outils de financement dont disposent les autorités locales et régionales. <http://www.solutions-gateway.org/show?page=financetool>



OUTIL 18: AIDES ET SUBVENTIONS INTERNATIONALES

RETOURNER À L'ARBRE

Source de financement

Sources externes du secteur public

Définition

Les subventions sont des fonds non remboursables versés par le gouvernement ou les institutions financières internationales. Les critères d'éligibilité sont toujours définis par les donateurs.

Les subventions internationales sont principalement utilisées par l'Union européenne, bien qu'il soit important de noter que les subventions sont gérées directement par les gouvernements nationaux de l'UE, et non par la Commission européenne¹. Veuillez vous référer aux outils 2 ; 2.1 et 2.2 pour connaître les types de subventions.

Avantages

- Le grand avantage du financement par subvention est qu'il n'a pas à être remboursé et qu'il n'existe généralement pas de coûts de financement associés, sauf si la subvention nécessite un cofinancement.

Inconvénients

- Les subventions sont limitées dans le temps et ne sont pas toujours durables une fois le projet terminé.
- Les fonds disponibles sont généralement limités, pouvant entraîner un financement partiel.
- Dans de nombreux cas, les subventions ne sont pas axées sur la demande locale et les priorités locales doivent être modifiées afin de respecter les conditions de subvention.
- Les possibilités de subvention sont généralement annoncées par le biais d'appels à propositions et il peut être difficile de comprendre l'architecture financière, de rassembler des informations et de trouver la subvention la plus appropriée pour le projet.
- La présentation d'une demande de subvention prend du temps et peut nécessiter des compétences externes.

Études de cas / documentation suggérée

- <https://www.dw.com/en/e-u-farm-subsidies-a-billion-euro-business/av-49793666>
- <https://www.thegef.org/topics/gefsgp>
- <https://www.adaptation-fund.org/apply-funding/>

¹ https://ec.europa.eu/info/funding-tenders/how-eu-funding-works/types-funding_en#subsidies

ARBRE DE DÉCISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Cet arbre de décision du financement climatique guide les autorités locales et régionales à travers une série de questions qui les aident à envisager différents outils de financement. Chaque outil de financement y est décrit, y compris les avantages, les inconvénients et des exemples d'études de cas. Voici un aperçu de l'arbre de décision et des outils de financement dont disposent les autorités locales et régionales. <http://www.solutions-gateway.org/show?page=financetool>



OUTIL 18.1: FONDS DE LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE DE LA CCNUCC

RETOURNER À L'ARBRE

Source de financement

Sources externes du secteur public

Définition

La Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques a établi un mécanisme financier pour fournir des fonds aux parties de pays en développement pour la mise en œuvre de la Convention.

Le fonctionnement du mécanisme financier a été confié au Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et au Fonds vert pour le climat (FVC) en tant qu'entités opérationnelles.

Les parties ont en outre créé quatre fonds spéciaux : le Fonds spécial pour les changements climatiques (FSCC), le Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA), tous deux gérés par le FEM, le FVC, et le Fonds d'adaptation (FA).

Ces fonds multilatéraux de lutte contre le réchauffement climatique utilisent principalement des subventions et des prêts concessionnels.

Avantages

Ces fonds visent à atteindre un équilibre entre l'adaptation et l'atténuation, en tenant compte des stratégies menées par les pays ainsi que des priorités et des besoins des parties des pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, compte tenu de la nécessité de disposer de ressources publiques et de subventions pour l'adaptation.

Inconvénients

- Ces fonds ne sont pas ou rarement accessibles directement pour les autorités locales, mais par l'intermédiaire des gouvernements nationaux ou d'entités accréditées ;
- Associés à un coût administratif élevé ;
- Processus de candidature complexe et long.

Études de cas / documentation suggérée

- <https://unfccc.int/topics/climate-finance/the-big-picture/introduction-to-climate-finance>
- <https://www.thegef.org/>
- <https://www.thegpsc.org/>
- <https://www.greenclimate.fund/home>
- <https://www.adaptation-fund.org/>
- <https://climatefundsupdate.org/>

ARBRE DE DÉCISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Cet arbre de décision du financement climatique guide les autorités locales et régionales à travers une série de questions qui les aident à envisager différents outils de financement. Chaque outil de financement y est décrit, y compris les avantages, les inconvénients et des exemples d'études de cas. Voici un aperçu de l'arbre de décision et des outils de financement dont disposent les autorités locales et régionales. <http://www.solutions-gateway.org/show?page=financetool>



OUTIL 18.2: FONDS DE L'UE

RETOURNER À L'ARBRE

Source de financement

Sources externes du secteur public

Définition

L'UE et la Commission européenne apportent leur soutien par le biais d'un large éventail de programmes de financement, couvrant les opportunités de financement ainsi que des conseils sur la manière d'accéder aux financements et de les utiliser.

Deux engagements politiques majeurs définissent le cadre et façonnent la politique urbaine :

- **L'Agenda urbain de l'UE** a été lancé en mai 2016 avec le Pacte d'Amsterdam¹. Il représente une nouvelle méthode de travail à plusieurs niveaux qui encourage la coopération entre les États membres, les villes, la Commission européenne et d'autres parties prenantes pour stimuler la croissance, l'habitabilité et l'innovation dans les villes d'Europe et identifier et relever avec succès les défis sociaux.
- En outre, durant la **période du programme 2014-2020**, la dimension urbaine est également au cœur même de la politique régionale. Au moins 50 % des ressources du Fonds européen de développement régional (FEDER) pour cette période seront investis dans les zones urbaines et environ 10 milliards d'euros seront directement alloués à des stratégies intégrées de développement urbain durable. Outre les Fonds structurels, il existe également d'autres programmes et initiatives axés sur le développement urbain.

Avantages

L'UE finance un large éventail de projets et de programmes, couvrant différents secteurs et entreprises. Des projets de toutes tailles peuvent bénéficier d'un financement de l'UE, leur permettant d'être mis en œuvre et de développer de nouvelles idées. Cela peut également faciliter la collaboration et l'apprentissage entre partenaires à travers l'Europe et permettre aux autorités locales de se faire une réputation internationale.

Inconvénients

- La recherche des différentes opportunités et la navigation dans le système de financement de l'UE peuvent être décourageantes.
- Les procédures de candidature peuvent être longues et compliquées.
- La plupart des fonds sont limités dans le temps.
- La présentation d'une demande prend du temps et peut nécessiter des compétences externes.

Études de cas / documentation suggérée

- <https://www.covenantofmayors.eu/support/funding>
- https://europa.eu/european-union/about-eu/funding-grants_en
- <https://www.wheel.ie/funding/guidance/european-funding/getting-started-eu-funding>

¹ <https://ec.europa.eu/futurium/en/content/pact-amsterdam>

ARBRE DE DÉCISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Cet arbre de décision du financement climatique guide les autorités locales et régionales à travers une série de questions qui les aident à envisager différents outils de financement. Chaque outil de financement y est décrit, y compris les avantages, les inconvénients et des exemples d'études de cas. Voici un aperçu de l'arbre de décision et des outils de financement dont disposent les autorités locales et régionales. <http://www.solutions-gateway.org/show?page=financetool>



OUTIL 18.3: INSTITUTIONS FINANCIÈRES MULTILATÉRALES ET BILATÉRALES

RETOURNER À L'ARBRE

Source de financement

Sources externes du secteur public international

Définition

Les institutions financières multilatérales et bilatérales utilisent les mêmes instruments que les institutions financières nationales pour canaliser les financements, notamment les prêts (concessionnels), les subventions, les capitaux propres et les garanties.

Les canaux bilatéraux sont censés être facilement captés par des intérêts particuliers et ce désir de gain politique est souvent revendiqué comme caractéristique de leur assistance (Verdier, 2008). Les agences multilatérales sont supposées posséder un degré d'autonomie par rapport aux États qui les contrôlent et les financent, empêchant leur emprise politique¹.

Avantages

Les financements multilatéraux et bilatéraux peuvent créer des partenariats nouveaux et solides.

Inconvénients

- Les intérêts des donateurs bilatéraux semblent fausser le processus d'allocation de l'aide en faveur de considérations stratégiques et politiques.
- Les canaux multilatéraux sont plus sélectifs que les canaux bilatéraux.

Études de cas / documentation suggérée

- <https://www.ebrd.com/who-we-are/our-donors/bilateral-donors.html>
- <https://unfccc.int/topics/climate-finance/resources/multilateral-and-bilateral-funding-sources>

¹ Bilateral versus multilateral aid channels, Nilima Gulrajani, 2016

ARBRE DE DÉCISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Cet arbre de décision du financement climatique guide les autorités locales et régionales à travers une série de questions qui les aident à envisager différents outils de financement. Chaque outil de financement y est décrit, y compris les avantages, les inconvénients et des exemples d'études de cas. Voici un aperçu de l'arbre de décision et des outils de financement dont disposent les autorités locales et régionales. <http://www.solutions-gateway.org/show?page=financetool>



OUTIL 19: PRÊTS PUBLICS

RETOURNER À L'ARBRE

Source de financement

Sources externes du secteur public national ou international

Définition

Par définition, un prêt est accordé en échange du remboursement futur du montant de la valeur du prêt ainsi que des intérêts ou autres frais financiers. Un prêt peut être d'un montant spécifique et unique ou disponible sous forme de ligne de crédit indéfinie jusqu'à une limite ou un plafond déterminé.

Avantages

Les prêts publics peuvent constituer une source importante de ressources pour un gouvernement afin de financer les dépenses publiques et de combler les trous dans le budget.

Le fait qu'il permette de financer des projets que l'autorité locale ne pourrait pas financer seule constitue un avantage non négligeable de ce type de financement externe. Les prêts peuvent également être utilisés pour effectuer de gros achats de biens d'équipement pour encourager la croissance que l'autorité locale ne pourrait pas se permettre.

Inconvénients

La solvabilité est généralement une condition préalable pour demander un prêt.

Il ne faut pas non plus oublier que les prêteurs exigent un retour sur investissement. Les intérêts s'ajoutent au coût global de l'investissement et peuvent rendre le financement externe plus lourd que prévu.

Études de cas / documentation suggérée

- <https://www.dmo.gov.uk/responsibilities/local-authority-lending-pwlb/about-pwlb/>
- https://www.muenchen.de/rathaus/wirtschaft_en/business-development/finance-funding.html
- https://www.bmz.de/en/ministry/approaches/bilateral_development_cooperation/approaches/financial_cooperation/index.html
- <https://dced.pa.gov/programs/local-government-capital-project-loan-program-lgcpl/>
- <https://www.eib.org/en/products/lending/loans/index.htm>
- <https://www.adb.org/site/public-sector-financing/financial-products>

ARBRE DE DÉCISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Cet arbre de décision du financement climatique guide les autorités locales et régionales à travers une série de questions qui les aident à envisager différents outils de financement. Chaque outil de financement y est décrit, y compris les avantages, les inconvénients et des exemples d'études de cas. Voici un aperçu de l'arbre de décision et des outils de financement dont disposent les autorités locales et régionales. <http://www.solutions-gateway.org/show?page=financetool>



OUTIL 19.1: PRÊT GOUVERNEMENTAL

RETOURNER À L'ARBRE

Source de financement

Sources externes publiques

Définition

Le gouvernement propose des programmes de prêts par le biais de différents services qui soutiennent les individus, les communautés et les entreprises en fonction de leurs besoins spécifiques. Ces prêts fournissent des capitaux à ceux qui pourraient ne pas avoir droit à un prêt sur le marché libre. Les prêts gouvernementaux diffèrent des prêts privés (voir outil 12) qui visent des bénéficiaires à long terme au niveau social et économique.

Avantages

Les prêts gouvernementaux sont généralement proposés à des taux d'intérêt réduits par rapport à ceux proposés par les prêteurs privés.

Des taux d'intérêt fixes et bonifiés, l'absence de vérification des antécédents de crédit, la possibilité d'un paiement différé, des plans de remboursement flexibles basés sur le revenu et l'absence de pénalités pour remboursement anticipé font partie des autres avantages des prêts publics.

Inconvénients

Les prêts gouvernementaux étant souvent assortis de conditions plus intéressantes que les prêts au taux du marché, la demande peut être forte et les critères de sélection difficiles. Le processus de demande peut également être long.

Études de cas / documentation suggérée

- <https://www.investopedia.com/articles/investing/100714/introduction-government-loans.asp>
- <https://www.dmo.gov.uk/responsibilities/local-authority-lending-pwlb/about-pwlb/>
- https://www.muenchen.de/rathaus/wirtschaft_en/business-development/finance-funding.html
- https://www.bmz.de/en/ministry/approaches/bilateral_development_cooperation/approaches/financial_cooperation/index.html
- <https://dced.pa.gov/programs/local-government-capital-project-loan-program-lgcpl/>

ARBRE DE DÉCISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Cet arbre de décision du financement climatique guide les autorités locales et régionales à travers une série de questions qui les aident à envisager différents outils de financement. Chaque outil de financement y est décrit, y compris les avantages, les inconvénients et des exemples d'études de cas. Voici un aperçu de l'arbre de décision et des outils de financement dont disposent les autorités locales et régionales. <http://www.solutions-gateway.org/show?page=financetool>



OUTIL 19.2: PRÊT INTERNATIONAL

RETOURNER À L'ARBRE

Source de financement

Sources externes/internationales publiques

Définition

Les institutions financières internationales (IFI) sont établies par plus d'un pays et soumises au droit international. Les propriétaires et les actionnaires sont généralement des gouvernements ou d'autres institutions internationales.

Les IFI peuvent être des membres du groupe de la Banque mondiale comme la Société financière internationale (SFI), des banques régionales de développement comme la Banque asiatique de développement (BAD) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), et des agences de crédit à l'exportation des gouvernements des différents pays, comme la Banque d'import-export des États-Unis (EXIM).

Les IFI ont un mandat différent de celui des prêteurs commerciaux. Elles adoptent une vision à long terme concernant un investissement et ont une propension au risque plus importante. Elles sont prêtes à financer des projets que les prêteurs commerciaux ne financent pas¹.

Au niveau mondial, les prêts accordés par les institutions financières internationales constituent une source importante de financement public, en particulier pour les pays en développement.

Avantages

Les IFI sont importantes dans le financement de projets car elles jouent un rôle significatif dans le soutien des projets d'infrastructure à grande échelle dans les marchés émergents. Elles peuvent fournir des capitaux essentiels et catalyser la participation d'autres acteurs.

Les IFI offrent un bouclier contre le risque politique aux autres prêteurs. Les prêteurs commerciaux qui investissent aux côtés des IFI peuvent par conséquent être rassurés par l'existence de canaux politiques permettant aux IFI de s'adresser directement au pays membre en cas de problèmes ou de difficultés imprévus pendant la durée de l'investissement.

Inconvénients

Les IFI utilisent souvent leur influence sur les gouvernements des pays en développement pour promouvoir les intérêts de leurs principaux actionnaires et ne tiennent pas compte des priorités locales.

L'accès à ces prêts est complexe et long et, en général, un accord entre le pays et la banque doit être mis en place comme condition pour accéder à ces fonds.

Études de cas / documentation suggérée

- <https://www.eib.org/en/products/lending/loans/index.htm>
- <https://www.adb.org/site/public-sector-financing/financial-products>
- <http://documents.worldbank.org/curated/en/403951468180872451/pdf/Municipal-finances-a-handbook-for-local-governments.pdf>

¹ https://www.lavan.com.au/advice/banking_finance/the_importance_of_international_financial_institutions_in_emerging_market_p

ARBRE DE DÉCISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Cette publication a été rendue possible grâce au soutien du projet Urban-LEDS financé par l'Union européenne et a été traduite en français, en espagnol, en portugais et en chinois grâce au soutien du Fonds pour l'environnement mondial (GEF).

La **plateforme mondiale pour des villes durables (GPSC)**, gérée par la Banque mondiale, est un mécanisme de soutien complet aux villes participantes du programme pilote d'approche intégrée des villes durables (SC-IAP) du GEF qui vise à:

- Promouvoir et conseiller une approche et une méthode améliorées pour la planification et la performance urbaines intégrées, afin de guider stratégiquement les 28 villes participantes au SC-IAP ;
- Habilitier et connecter les villes participantes et potentielles en matière de planification de durabilité intégrée en prenant comme point de départ leurs contextes concrets, les obstacles et les possibilités de réaliser l'intégration en mettant l'accent sur les infrastructures urbaines, les politiques, les personnes et les investissements ;
- Donner accès à un large éventail d'outils et de connaissances existants en matière de planification urbaine intégrée et de mise en œuvre qui aidera les villes à mettre en place une planification urbaine intégrée efficace.

La GPSC est conçue pour aider les villes participant au SC-IAP à relever les défis et à saisir les opportunités qui se présentent à elles en matière de croissance urbaine, de développement et d'infrastructures et pour contribuer au « processus de changement » vers une trajectoire durable. La GPSC aide les villes à intensifier leurs efforts pour se conformer aux normes, aux pratiques et aux connaissances mondiales et à améliorer leurs performances en matière de développement durable, inclusif et à faible intensité de carbone.

Pour réussir, ces villes ont besoin de décideurs politiques et de personnel technique des gouvernements locaux et régionaux dotés de nouvelles compétences diverses, interdisciplinaires et capables de fonctionner à travers tous les secteurs à l'échelle locale et régionale.

Une stratégie de développement urbain à faibles émissions (Urban LEDES) définit une voie de transition pour une ville vers une économie urbaine à faibles émissions, résiliente, verte et inclusive, par son intégration dans les plans et processus de développement urbain existants.

Le projet Urban-LEDES aborde le développement intégré à faibles émissions et résilient au changement climatique dans les zones urbaines en offrant des conseils, des outils et une assistance technique. Les gouvernements locaux sont en outre mobilisés pour s'engager dans la Convention mondiale des maires pour le climat et l'énergie (GCoM) et sont guidés dans l'exploration de l'accès au financement. Des experts soutiennent les discussions sur la gouvernance à plusieurs niveaux entre tous les niveaux de gouvernement. Le projet fournit une plateforme efficace de suivi et de reporting, offrant un processus MRV (mesure, reporting et vérification) intégré, ce qui est essentiel pour suivre les progrès et accélérer l'action climatique dans les villes, pays par pays.

Le projet soutient plus de 60 villes dans 8 pays : Brésil, Inde, Indonésie et Afrique du Sud (à partir de la phase I) et pays ajoutés dans la phase II : Bangladesh, Colombie, RDP Lao et Rwanda. Outre ces pays, 16 villes européennes font office de villes sources et soutiennent l'échange et la coopération entre pairs.

Le projet Urban-LEDES II est financé par la Commission européenne et mis en œuvre par l'ICLEI - Local Governments for Sustainability (ICLEI - Conseil international pour les initiatives écologiques locales) en partenariat avec le Programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat).

Pour plus d'informations, rendez-vous sur : <https://urban-leds.org/>



ÉDITEUR

carbonn© Climate Center

ICLEI - Local Governments for Sustainability e.V.
Kaiser-Friedrich-Strasse 7 53113 Bonn, Germany
<https://iclei.org/>

AUTEURS

Dr Eszter Réka Mogyorósy, ICLEI World Secretariat
Chang Deng - Beck, ICLEI World Secretariat

CONTRIBUTEURS

Maryke van Staden, ICLEI World Secretariat
Evgenia Mitroliou, ICLEI World Secretariat
Rebecca Cameron, ICLEI Africa Secretariat

CONCEPTION

Olga Tokareva, ICLEI World Secretariat

DROITS D'AUTEUR

(c) 2020 ICLEI - Local Governments for Sustainability e.V. Tous droits réservés. L'ICLEI World Secretariat détient les droits d'auteur de cette publication, y compris le texte, les analyses, les logos et les mises en page. Les demandes de reproduction ou de citation partielle ou intégrale doivent être envoyées à carbonn@iclei.org. ICLEI encourage l'utilisation et la diffusion de ce rapport et l'autorisation de reproduire ce matériel sans modification sera généralement accordée sans frais pour un usage non commercial.

CITATION

Cette publication doit être citée comme : ICLEI - Gouvernements locaux pour la durabilité, 2020. Arbre de décision du financement climatique. Bonn, Allemagne.

RETOURNER À L'ARBRE